

Attentats : Juppé refuse de donner « carte blanche » à Hollande

visuel indisponible

Juppé, le maire de Bordeaux sur le marché de noël de sa ville.© Photo: AFP

C'est dans une Lettre aux Français diffusée samedi qu'il fait des propositions en matière de sécurité et de diplomatie.

Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite en 2016, refuse de donner « **carte blanche** » à François Hollande dans sa réponse aux attentats du 13 novembre.

Le maire de Bordeaux rappelle avoir apporté son « **soutien** » au chef de l'Etat et au gouvernement après les attentats.

Mais, prévient-il, « **cela ne veut pas dire leur laisser carte blanche. Il faut passer à l'acte très rapidement parce que nous avons déjà l'exemple dans un passé récent d'annonces qui n'ont pas été suivies d'effets** ».

M. Juppé, qui soutient les créations de postes dans la police, la gendarmerie ou la justice annoncées par M. Hollande, souhaite ainsi que « **dans les tout prochains mois, le président de la République vienne expliquer devant les Français ce qui a été obtenu** ».

Simplifier les procédures administratives

L'ex-Premier ministre fait aussi des propositions, comme de « **simplifier drastiquement les procédures administratives qui occupent aujourd'hui deux tiers du temps des policiers et gendarmes, et de recruter du personnel civil pour s'en occuper** ».

M. Juppé prône aussi la création d'un « **véritable service de renseignement pénitentiaire** », pour prévenir les cas de radicalisation en prison.

Il propose en outre que les imams soient obligés de « **prêcher en français** », ou encore la création d'un « **délit d'entrave au service public** »: « **on ne peut pas laisser les représentants de l'État sans moyens de réagir quand un enfant rejette une leçon d'histoire sur la Shoah ou quand une femme hospitalisée refuse d'être examinée par un médecin homme** ».

Favorable à une coalition unique

Il redit que « **les autorités religieuses et spirituelles musulmanes devaient exprimer haut et fort leur rejet massif de toute forme d'extrémisme et de sectarisme et condamner fermement tout acte commis au nom de leur religion allant à l'encontre de la République** ».



www.nice.maville.com

Pays : France

Dynamisme : 153



[Visualiser l'article](#)

Sur le plan diplomatique, face au constat que l'objectif d'un départ de Bachar al-Assad n'a pas été « **atteint** », M. Juppé se prononce en faveur d'une « **coalition unique associant Américains, Russes, Français, Turcs, Iraniens, pays du Golfe** » contre le groupe Etat islamique. « **Je serai attentif aux résultats qu'obtiendra en ces termes la diplomatie française** », prévient-il.

Enfin, M. Juppé souhaite la mise en place d'une « **police européenne des frontières, un corps des gardes douaniers européens** ». « **Mais il faut aussi que nos partenaires européens s'engagent sur les théâtres d'opération où nous sommes trop souvent seuls** », regrette l'ancien ministre des Affaires étrangères.

Ouest-France